



Réf : 049/OLUCOME/11/2015

Bujumbura, le 23.../11/2015

A Son Excellence Yoweri KAGUTA
MUSEVENI, Président de la République
Ougandaise et Médiateur dans la Crise
burundaise avec les assurances de notre
plus haute considération.

à KAMPALA

Concerne : L'appel d'urgence à la poursuite des négociations

**Inclusives dans le but de protéger le Burundi et
la région des Grands Lacs.**

Excellence Monsieur le Président,

1. L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) est une organisation de la société civile burundaise qui a toujours œuvré pendant plus d'une décennie pour l'équité, l'intégrité et la transparence en vue d'un développement harmonieux du Burundi et un bon rayonnement dans toute la Sous-Région.
2. Son action a toujours été conduite par le souci de l'approche de l'autre pour une bonne prise en compte de ses positions et le respect des règles de jeu, seuls garants et voies de la paix par la concertation.

Il éprouve, pour l'heure, une très sérieuse préoccupation relativement à la dégradation de la paix et de la sécurité pourtant chèrement acquises au Burundi. Mais suite à une divergence de vues sur l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi conclu en présence de la communauté internationale et dont vous avez été l'un des plus grands architectes et la Constitution qui en est issue, les vies humaines sont chaque jour fauchées par les balles, les tortures, etc.

3. La voie de la confrontation en lieu et place de celle du dialogue sur les questions fondamentales a été privilégiée par les frères et sœurs burundais, protagonistes pour le moment et les conséquences de cette divergence sont incommensurables en termes de perte de vies humaines de toutes parts plus de 240 personnes tuées, de réfugiés dans les pays de la Région et même le vôtre (plus de 200 milles) et de dégradation de biens meubles et immeubles tant publics que privés : l'économie burundaise est déjà moribonde par aggravation de la crise actuelle .
4. L'Observatoire a, à plusieurs reprises, appelé toutes les parties en conflit à une prise de conscience de la nécessité de la paix dans l'intérêt supérieur de la Nation burundaise et de la sous région mais force est de constater que le cri n'a pas encore été entendu.

A toutes ces occasions, l'OLUCOME a fait part à la communauté tant nationale qu'internationale notamment aux pays de la Communauté Est-Africaine et de la Sous-Région, de ses préoccupations par rapport à cette situation qui se dégrade du jour au jour.

5. Le processus électoral a été forcé et les résultats ont conduit à la mise en place des institutions en parfaite incompréhension et la prestation de serment du Président Pierre NKURUNZIZA comme sa candidature à cette législature ont envenimé la situation. Excellence Monsieur le Président Vous aviez été désigné par la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est

9

avec l'accord de l'Union Africaine et de l'Organisation des Nations Unies (ONU) pour renouer les négociations entre les deux parties et avez abouti à un certain nombre de propositions salutaires pour la Nation burundaise. L'espoir était légitime quant au retour de la concorde entre les fils et filles du pays.

6. Cependant, le parti CNDD-FDD et les coalitions qui le soutenaient se sont retirés des négociations et malheureusement l'insécurité a redoublé d'intensité par des assassinats de citoyens burundais, des départs massifs de populations terrorisées par l'état d'insécurité, le discours et la chasse à l'autre.
7. Pourtant les négociations avaient plus de chance de rapprocher le Gouvernement en place et l'opposition au point de couper court avec, à l'époque, la probable escalade de violences qui est finalement montée de plusieurs crans en passant par l'escalade dans les discours tant du Gouvernement en place que de l'opposition.
8. L'Observatoire a la ferme conviction que pour résorber tout un différend la rencontre autour d'une table de dialogue ou de négociations est la solution la plus idéale en vue de rapprocher les vues et prévenir toute escalade de violences probables ou tout conflit déjà né ou en voie de l'être.
9. Les Nations Unies, l'Union Africaine, l'Union Européenne, la CIRGL, la Communauté est-Africaine et les pays amis du Burundi comme la Belgique, l'Allemagne, les Etats Unis d'Amérique avaient anticipé la crise burundaise après avoir constaté que les vues du Gouvernement en place ne s'accordaient pas avec celles de l'opposition politique qui avaient appelé aux manifestations la population une semaine avant la présentation de la candidature contestée du Président Pierre Nkurunziza et la société civile a fait cet appel le 26 avril 2015. Ainsi, deux rounds de négociations ont été organisés et avaient rassemblé les deux camps autour de certains points de convergence qui n'ont jamais été appliquées.



Sis chaussée Prince Louis RWAGASORE n°47, 1^{er} étage. Tél : +257 22 25 20 20 ou +257 78 85 30 04 (numéro vert)

Fax : 22 24 99 49 Site web : www.olucome.bi BP 6616 BUJUMBURA-BURUNDI

10. L'OLUCOME avait pris part, de bout en bout, à ces assises aux côtés de tous les acteurs politiques et de la société civile qui y avaient été conviés en vue de discuter de toutes les voies pour apaiser les cœurs de Burundais et ainsi amorcer la crise qui avait embrasé la capitale Bujumbura et certaines autres localités du pays. Il avait gardé l'espoir qu'elles allaient aboutir à cette heureuse issue.
11. Cependant, de surprise en surprise, les protagonistes ont, d'un côté, à tour de rôle, récusé les Représentants respectifs des Nations Unies et le Gouvernement a, de l'autre, rompu le dialogue forçant par ce fait la suspension des pourparlers. Pourtant, depuis le début du dialogue précité, l'OLUCOME a vainement tenté de convaincre toutes les parties à une meilleure entente afin de sauver le Burundi car il risque de s'embraser pendant que de part et d'autre certains protagonistes fourbissent leurs armes pour entreprendre une confrontation armée, ce qui ne profite aucunement au peuple burundais et même aux parties engagées dans cette escalade.
12. Par cette position, il exprimait et exprime toujours sa profonde désapprobation de la guerre qui se profile à l'horizon de par les déclarations du parti CNDD-FDD (qui n'hésite pas même à accuser certains pays amis du Burundi), du Gouvernement en place, d'un côté et celles de certains responsables des partis politiques de l'opposition de l'autre côté. La crainte avait de justes et légitimes raisons d'être puisque le discours ainsi que le refus par le Gouvernement en place de s'asseoir ensemble avec lui, conduira sans nul doute le pays droit vers la guerre civile. Il serait malheureux de pouvoir se voiler la face et refuser cette éventualité que tout le monde entrevoit à travers les faits actuellement traduits par les assassinats dans les deux camps, les mesures prises par le Gouvernement en place contre ses opposants notamment les emprisonnements souvent arbitraires de toute personne qualifiée à tort ou à raison d'être opposée au troisième mandat du Président Pierre



NKURUNZIZA. Des personnes sont enlevées par la police ou par d'autres personnes portant la tenue de la Police Nationale et disparaissent. Chaque matinée, des cadavres sont retrouvés dans les quartiers de Bujumbura ou dans d'autres localités du pays et des agents de la Police et de l'Armée sont exécutés de sang froid par des inconnus actuellement ; la situation est déplorable. Les Forces de Défense et de Sécurité sont tellement nerveuses que la première réaction consiste à presser sur la gâchette ou, dans le meilleur des cas, d'arrêter pour torturer impunément ou de passer à la demande de l'argent à la famille du victime pour sa libération.

13. Les quartiers de la ville de Bujumbura dont les habitants sont hostiles à la candidature de Pierre NKURUNZIZA, quant à eux, sont sur les nerfs chaque fois que les agents de la Police ou de l'Armée et même des militants du parti CNDD-FDD foulent le sol de ces localités. Des explosions de grenade à l'encontre de ceux-là sont le lot quotidien dans ces quartiers.
14. L'Observatoire, comme toute autre personne, pays ou organisation ayant dans son cœur le bien du Burundi, est convaincu que si le Gouvernement en place rétablissait le pont avec tous ses adversaires politiques sans exclusive, spécialement ceux-là mêmes qui pourraient déstabiliser la paix et la sécurité du pays, cela constituerait la voie la plus durable pour la stabilisation du Burundi et pour une paix sincère. Le Gouvernement en place a le plus d'intérêt à ces négociations d'autant que des citoyens burundais meurent chaque jour, d'autres partent massivement en exil, des biens publics et privés sont dégradés mettant en péril l'économie nationale et par voie de conséquence enfonce le pays dans une pauvreté sans nom alors qu'il vient de souscrire aux Objectifs du Développement Durable (ODD).
15. Dans son souci de défendre les valeurs chères au Burundi comme l'intégrité, l'équité et la transparence, l'OLUCOME a tenté d'attirer sans

Sis chaussée Prince Louis RWAGASORE n°47, 1^{er} étage. Tél : +257 22 25 20 20 ou +257 78 85 30 04 (numéro vert)

Fax : 22 24 99 49 Site web : www.olucome.bi BP 6616 BUJUMBURA-BURUNDI

succès l'attention du Gouvernement en place et de toute l'opposition sur les conséquences de cette situation qui a dégradé la production de tous les secteurs de l'économie nationale et par voie de conséquence a déjà ralenti la croissance économique au point de faire échec aux prévisions de croissance et au second Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP II) mis à rude épreuve.

16. La plupart des partenaires économiques internationaux bilatéraux et multilatéraux ont déjà suspendu leurs parts respectives dans le budget national, ce qui condamne le pays à une asphyxie aux graves impacts.
17. Les Nations Unies d'un commun accord avec l'Union Africaine ainsi que l'Union Européenne viennent une fois encore d'appeler avec beaucoup d'insistance les parties au dialogue et l'Union Africaine vient de passer à une vitesse supérieure par une menace claire des sanctions à l'endroit de certaines personnalités pour ainsi emboîter le pas l'Union Européenne.
18. Seul le dialogue, ou négociations comme il vient d'être souligné ci haut, peut relever les pronostics de reprises de la paix et de la sécurité et du développement économique par la stabilisation de la production intérieure, combinée évidemment avec la lutte contre la mauvaise gouvernance car ces derniers temps cette catastrophe a fait des saignées importantes à l'économie nationale favorisant ainsi ceux qui se trouvent au pouvoir de devenir plus riche plus que l'Etat condamnant ainsi tout un peuple dans une misère sans nom . De tel point que le récent rapport du Fonds Monétaire International (FMI) sur le niveau de vie de la population vient de classer le Burundi en dernière position avec un PIB par habitant de 315.2 de dollars américains.
19. L'Observatoire en appelle ainsi à tous les protagonistes, le Gouvernement en place et l'opposition rassemblée dans le CNARED ainsi que les autres qui ont emprunté la voie des armes, pour un dialogue franc et destiné à établir les fondements d'une paix durable et sauver de cette façon le pays.

Sis chaussée Prince Louis RWAGASORE n°47, 1^{er} étage. Tél : +257 22 25 20 20 ou +257 78 85 30 04 (numéro vert)

Fax : 22 24 99 49 Site web : www.olucome.bi BP 6616 BUJUMBURA-BURUNDI

20. Ainsi, l'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) rappelle que la paix est indispensable actuellement plus qu'hier pour le Burundi d'autant que des signes évidents et effarants de guerre sont patents. Les mesures les plus drastiques à l'endroit de personnes ou organisations contestataires du troisième mandat de Pierre NKURUNZIZA aux élections présidentielles de Juillet 2015 ne constituent pas la solution idéale. Ainsi, les mandats d'arrêt lancés collectivement contre certains opposants en exil, membres de la société civile, journalistes, la volonté de suspendre les activités de certaines associations dont les membres ont exprimé leur point de vue sur cette candidature, le blocage des comptes de la prestigieuse organisation Maison Shalom pour la simple raison que Marguerite BARANKITSE, la Représentante Légale avait pris une position contraire aux attentes du Président Pierre NKURUNZIZA et son parti.
21. A la rédaction de cette correspondance, l'OLUCOME vient d'apprendre avec surprise, de source bien informée, que les comptes de certaines organisations de la société civile burundaise et individus évoqués dans le récent rapport sur ce que la Commission d'enquête a appelé mouvement insurrectionnel ont été bloqués sur base de la lettre du Procureur Général adressée aux banques œuvrant au Burundi.
22. L'OLUCOME prie le Gouvernement en place d'adoucir ses positions dans l'intérêt de la paix notamment en suspendant les mandats d'arrêt, la réouverture des stations de radios fermées, la libération sans condition des personnes emprisonnées pendant les manifestations comme il s'y était engagé au cours du dialogue de mai 2015 et d'ordonner la réouverture des comptes de la Maison Shalom, de ses agences et de Marguerite BARANKITSE afin de permettre un bon climat de négociation.
23. L'OLUCOME salue la préoccupation des Nations Unies, de l'Union Européenne, de l'Union Africaine, de la Communauté Est-Africaine ainsi que des partenaires bilatéraux comme la Belgique, les Etats Unis

d'Amérique, l'Allemagne, la France relativement à la situation sécuritaire ainsi qu'aux violations graves qui ont déjà fait des centaines de morts et attire leur particulière attention sur les développements récents dans la ville de Bujumbura qui est actuellement le théâtre de violences. Elle est devenue en toute apparence un champ d'exercice de tirs pour on ne sait quelle faction contre le Gouvernement en place.

24. L'OLUCOME rappelle que parmi les questions à étudier lors de ces négociations devraient entre autre figurer celles relatives au respect de l'Accord d'ARUSHA et la Constitution burundaise, aux libertés politiques, économiques, civiles et sociales, au désarmement, au retour des réfugiés, à la séparation des pouvoirs, à l'impunité des crimes, à la réouverture des médias, à l'enrichissement illicite, à la corruption, à l'alternance au pouvoir et à l'annulation des poursuites judiciaires à l'endroit de certains leaders de l'opposition, de la société civile et des médias,
25. L'OLUCOME donc prie votre Excellence de rappeler aux parties en conflit qui nous lisent en copie ce qui suit :

A. Au Gouvernement en place :

- i) De se rendre à l'évidence que les ingrédients d'une guerre ou à tout le moins d'une déstabilisation politique, sociale et économique se profile à l'horizon quand chaque nuit des armes emportent des citoyens innocents, des agents de Police et de l'Armée qui tentent de rétablir l'ordre ;
- ii) De prendre conscience de la gravité de la situation et de ne plus se complaire à soutenir qu'il y a la paix alors que des vies disparaissent à la suite des affrontements ou des assassinats gratuits de personnes pour diverses raisons ;
- iii) De revenir à la raison et adopter, comme les partenaires et amis du Burundi ne cessent de l'y appeler, une bonne stratégie de dialogue réel et franc avec les vrais protagonistes, même le CNARED et tout autre groupe armé



- ou non dont les vues sont divergentes avec celles du Gouvernement en place;
- iv)** De se résoudre à la voie du dialogue parce qu'elle est l'unique solution salubre pour une paix réellement durable ;
 - v)** De renoncer à l'initiative solitaire d'un dialogue avec ses amis politiques uniquement mais plutôt avec les vrais adversaires de tous les bords pour un riche débat autour de la question cruciale de la paix, de la sécurité et de développement durable pour tous sinon le Gouvernement en place risquerait de se complaire dans un narcissisme pur et simple;
 - vi)** D'abandonner le discours exclusif, belliciste et même centré sur les moments les plus douloureux de notre pays pour tenter de rallier certaines catégories de Burundais, ce qui risque d'accélérer la crispation des positions des uns et des autres et torpiller les heureuses initiatives de paix entreprises par les Nations Unies, l'Union Africaine et la Communauté Est-Africaine ;
 - vii)** De renoncer à certaines mesures radicales prises à l'encontre de certaines personnalités et organisations notamment les mandats d'arrêts lancés contre eux, la probable dissolution de certaines organisations de la société civile, le blocage des comptes de certaines organisations et individus évoqués dans le rapport de la commission d'enquête parce que ses Représentants ont pris position par rapport au non respect de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi ;
 - viii)** D'arrêter les violences actuelles semblables aux crimes de guerre car les commanditaires et les auteurs de ces



dernières répondront un jour à ces actes devant les juridictions tant nationale qu'internationale

B. Aux Nations Unies, à l'Union Africaine, à la Communauté Est-Africaine, aux amis du Burundi ainsi que toute personne qui nous lit en copie.

- i) De redoubler d'efforts pour ramener les protagonistes burundais autour d'une table de négociations pour une paix franche et durable ;
- ii) De continuer à nous prêter main forte afin de convaincre à cet effet le Gouvernement burundais en place pour qu'il rejoigne à l'équipe de la Médiation pour un prochain et rapide round de négociations avec tous les groupes mais dont les vues sont réellement divergentes de celles de celui-là pour une paix fondée sur des bases solides comme en 2000 quand les Accords d'Arusha ont été conclus ;
- iii) De rester aux côtés du Burundi, comme par le passé, jusqu'au dénouement total et à la mise sur pied de nouveaux fondements solides de la réconciliation entre tous ses fils et filles et des institutions viables et fortes;

C. A la CEEAC et à la CIRGL.

- i) De requérir sa contribution indispensable en vue d'une rapide solution dans le sens de la prévention de l'escalade de la violence qui se profile à l'horizon et de la paix durable ;
- ii) De contribuer à convaincre le Gouvernement du Burundi et particulièrement le Président Pierre NKURUNZIZA afin de rejoindre ses opposants à la table de négociations déjà entamées par votre Excellence et dont l'action avait déjà abouti à l'adoption des mesures de nature à apaiser la tension en juillet si elles avaient été mises en application par le Gouvernement ;



Sis chaussée Prince Louis RWAGASORE n°47, 1^{er} étage. Tél : +257 22 25 20 20 ou +257 78 85 30 04 (numéro vert)

Fax : 22 24 99 49 Site web : www.olucome.bi BP 6616 BUJUMBURA-BURUNDI

- iii) De se joindre à l'Union Africaine et à la Communauté Est-Africaine dans leur action pour la relance le plus tôt possible des négociations inclusives et sans parti pris ;

D. A l'opposition entière.

- i) De répondre à l'appel des partenaires du Burundi ainsi que de la Médiation pour un dialogue franc;
- ii) De renoncer à toute action qui annihilerait toute l'architecture de la paix que la médiation avait l'intention de mener en faveur du Burundi ;
- iii) De faire preuve de lucidité et s'inscrire dans la ligne de la paix par tous les moyens et à tout prix.

E. A la société civile burundaise

- i) Malgré les menaces qui pèsent sur elle, de rester unis et de continuer à joindre leurs efforts à ceux des autres burundais et à ceux des partenaires internationaux ou régionaux pour le respect des valeurs fondamentales de notre pays et du monde civilisé en luttant contre le non respect des droits fondamentaux de la personne par qui que ce soit, contre la dilapidation des deniers publics, la discrimination en tout domaine, la détention illégale d'armes à feu et leur usage.

En somme, Excellence Monsieur le Président, l'Observatoire vous prie de reprendre le bâton de pèlerin et organiser les prochaines assises pour la poursuite des négociations suspendues et ramener les protagonistes autour de la table.

Excellence Monsieur le Médiateur, notre espoir est fondé sur notre dernière rencontre, en date du 12 novembre 2015, entre Monsieur Gaston SINDIMWO, premier vice Président de la République du Burundi et la délégation de l'OLUCOME. A travers nos échanges, il nous a signifié que le Gouvernement en place est disposé à entamer le dialogue sous votre médiation.

Ainsi, l'OLUCOME soutient votre action, vous réitère ce soutien et vous prie de prendre toutes les mesures utiles en vue de l'accélération de ces assises et proposer un calendrier adapté à cette fin.

De cette manière Vous aurez rendu au Burundi la précieuse dignité qui lui manque tant pour le moment suite aux déchirements fratricides de ses fils et filles.

Veillez croire, Excellence Monsieur le Président, à l'expression de notre plus haute considération.



Copie Pour Information à :

- Son Excellence Monsieur Pierre NKURUNZIZA, Président de la République du Burundi avec les assurances de notre plus haute considération,
- Son Excellence Monsieur le Président de la République Unie de Tanzanie avec les assurances de notre plus haute considération,
- Son Excellence Monsieur le Président de la République du Kenya avec les assurances de notre plus haute considération,
- Son Excellence Monsieur le Président de la République du Rwanda avec les assurances de notre plus haute considération,
- Son Excellence Monsieur le Président de la République Sud-Africaine avec les assurances de notre plus haute considération,

- Son Excellence Monsieur le Président de la République Démocratique du Congo avec les assurances de notre plus haute considération,
- Son Excellence Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies,
- Son Excellence Madame la Présidente de la Commission de l'Union Africaine,
- Madame, Monsieur la (le) Chef de Mission Diplomatique et Consulaire (TOUS),
- Monsieur représentant légal du parti CNDD FDD
- Madame, Monsieur représentant légal des partis politique de la mouvance présidentielle,
- Madame, Monsieur représentant légal des partis politique de l'opposition,
- Monsieur représentant du CNARED
- Monsieur le représentant légal des confessions Religieuses
- Madame, Monsieur le représentant légal de la Société Civile burundaise(TOUS),

A Bujumbura

